

Depuis le **1^{er} mai 2005** (arrêté du 2 juillet 2004), le marquage CE signifie que le portail mis sur le marché est conforme aux exigences de la directive « produits de construction », et s'il est motorisé, des directives « machines », « basse tension » et « compatibilité électromagnétique ».

Note : Un portail est un dispositif permettant de clore une ouverture à l'extérieur d'un bâtiment ; il est installé en clôture. Une porte est un dispositif permettant de clore une baie libre prévue pour laisser le passage des véhicules et des personnes ; elle est installée en façade ou à l'intérieur d'un bâtiment.

Le marquage CE est apposé par le fabricant, **sous sa responsabilité**, en respectant les étapes suivantes :

1. RESPECT DES PROCEDURES D'EVALUATION DE LA CONFORMITE AUX DIFFERENTES DIRECTIVES

■ DIRECTIVE « PRODUITS DE CONSTRUCTION »

Le respect des exigences de la directive « produits de construction » passe par :

- la réalisation d'un **essai initial de type** (EIT) (essai, calcul...)

Evaluation de la conformité du portail vis-à-vis de plusieurs caractéristiques mandatées :

Caractéristiques mandatées	Condition d'application	Evaluation par	Performance à déclarer
Résistance mécanique	Toujours exigée	Fabricant	Conforme / PND**
Géométrie du verre	Portail comportant une partie vitrée	Fabricant	
Effort de manœuvre	Portail motorisé	Organisme notifié*	

* En France, la liste des organismes notifiés pour les portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels est disponible sur le site www.dpcnet.org. A la date de publication de ce document, il s'agit du CSTB, du CETIM, du FCBA, d'ISOCELTE, de CERIBOIS, du CEBTP. Les EIT réalisés par un organisme notifié (français ou non) sont valables dans tous les Etats membres.

** Performance Non Déterminée

- la mise en place d'un **système de maîtrise de la production** par le fabricant :

Système qualité garantissant la constance des performances des produits fabriqués.

■ DIRECTIVE MACHINE (PRODUITS MOTORISES)

La conformité à la directive « machines » peut se faire de deux manières :

- soit le fabricant respecte les exigences des parties harmonisées avec la directive « machines » de la norme NF EN 13241-1 (clauses mentionnées à l'annexe ZB de la norme) (*méthode la plus simple, et conseillée*)
- soit le fabricant respecte directement la procédure décrite dans la directive : réalisation d'une analyse de risque, traitement des risques identifiés, réalisation d'un dossier technique, etc.

■ DIRECTIVES BASSE TENSION ET COMPATIBILITE ELECTROMAGNETIQUE (PRODUITS MOTORISES)

Ces directives concernant les aspects électriques, le fabricant peut se référer aux déclarations des fabricants de motorisation pour la conformité à ces deux directives.

Note : l'assemblage d'un portail marqué CE et d'une motorisation marquée CE ne suffit pas à garantir que le système fabriqué respecte les exigences du marquage CE.

2. REDACTION DE LA DECLARATION DE CONFORMITE ET APPPOSITION DU MARQUAGE CE

Le fabricant doit rédiger une déclaration de conformité du produit aux directives européennes applicables, dans la (ou les) langue(s) officielle(s) de l'Etat membre dans lequel le produit est destiné à être utilisé. Cette déclaration doit indiquer en particulier :

- le nom et l'adresse du fabricant ou de son représentant attitré établi dans l'EEE, ainsi que le lieu de production,
- la description du produit (type, identification, utilisation, etc.),

- une copie de toutes les informations qui accompagnent le marquage CE,
- les dispositions auxquelles le produit est conforme (par exemple annexe ZA de la Norme européenne NF EN 13241-1),
- les conditions particulières qui s'appliquent à l'utilisation du produit,
- les nom et adresse du (des) laboratoire(s) notifiés,
- le nom et la qualité de la personne habilitée à signer la déclaration au nom du fabricant ou de son représentant attitré.

DECLARATION DE CONFORMITE CE N° xxxxx⁽¹⁾

Je soussigné, Madame/Monsieur [Nom + fonction de la personne], représentant :

[Nom du fabricant ou de son représentant]

[Adresse : rue, code postal, ville, pays]⁽²⁾

déclare que le produit désigné ci après : < Nom complet du produit > satisfait les prescriptions de la norme harmonisée NF EN 13241-1.

En conséquence, je déclare la conformité du produit mentionné ci-dessus aux dispositions des directives européennes suivantes :

- 89 / 106 / CE : directive Produits de Construction
- 2006 / 42 / CE : directive Machines⁽³⁾
- 2006 / 95 / CE : directive Basse Tension⁽³⁾
- 2004 / 108 / CE : directive Compatibilité Electromagnétique⁽³⁾

Niveaux de performances du produit⁽⁴⁾ :

Caractéristiques	Valeur des caractéristiques
Définition de la géométrie des composants du verre	Conforme ou PND
Résistance mécanique et stabilité	Conforme
Effort de manœuvre	Conforme

Conditions particulières applicables à l'utilisation du produit⁽⁵⁾ :

Description du produit⁽⁶⁾ :

Organisme notifié⁽⁷⁾ :

Le fabricant /Le représentant attitré établi dans l'espace économique européen

< Signature >

Nom⁽⁸⁾ :

Qualité :

Date :

⁽¹⁾ Le déclarant (fabricant ou son représentant) doit attribuer et indiquer un numéro de déclaration – voir décret n°92-647 du 8 juillet 1992.

⁽²⁾ Il s'agit d'identifier le lieu de fabrication. Lorsque le déclarant n'est pas le fabricant, il convient de donner les coordonnées du fabricant – Adresse de production, éventuellement de manière codée – en complément des coordonnées du représentant. La documentation technique doit expliquer la signification de ce code éventuel.

⁽³⁾ Dans le cas des portails motorisés.

⁽⁴⁾ Les performances mandatées doivent obligatoirement être déclarées pour la mise sur le marché du produit.

⁽⁵⁾ Ces informations complètent, si nécessaire, celles relatives à l'utilisation prévue du produit. Si les performances du produit ne sont valables que dans certaines conditions, ces conditions doivent être spécifiées.

⁽⁶⁾ La description du produit doit inclure le type de produit (nom générique voire le nom commercial), toutes les informations nécessaires pour correctement identifier le produit, l'énoncé de la ou des utilisation(s) prévue(s) comme défini dans les spécifications techniques. Cette section doit également inclure une copie des informations accompagnant le marquage CE donnant des indications sur l'identification des caractéristiques du produit.

⁽⁷⁾ Numéro d'identification de l'organisme notifié. Les numéros d'identification sont attribués par la Commission européenne.

⁽⁸⁾ Nom et qualité de la personne habilitée à signer la déclaration de conformité au nom du fabricant. Dans le cas d'un représentant attitré dans l'espace économique européen ou d'un importateur (dans l'espace économique européen), il n'y a pas d'obligation réglementaire à ce que le fabricant signe la déclaration de conformité.

Figure 1 - Exemple de déclaration de conformité CE

Après avoir déclaré les performances de son produit, le fabricant doit apposer le marquage CE sur le produit lui-même, ou à défaut sur une étiquette, sur l'emballage ou sur les documents commerciaux d'accompagnement. Il doit comporter les informations suivantes :

- le nom ou la marque d'identification du fabricant, son adresse déclarée,
- les deux derniers chiffres de l'année d'apposition du marquage,
- la référence à la norme européenne,
- des informations sur les caractéristiques essentielles

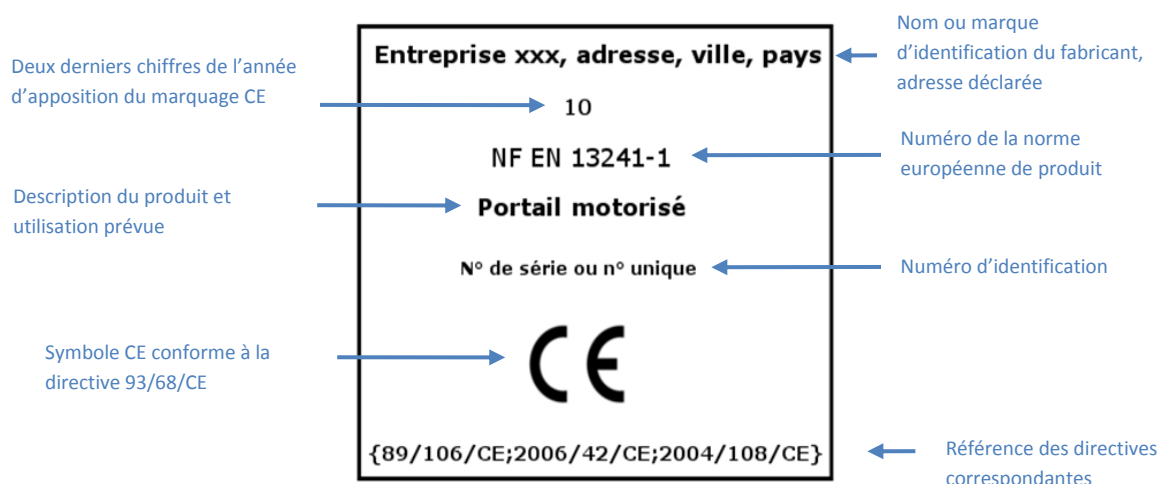


Figure 2 - Exemple d'étiquette de marquage CE

➤ CAS DE FIGURES POSSIBLES

- ✓ **INSTALLATION D'UN PRODUIT COMPLET** (produit dont tous les composants proviennent d'un seul fabricant ou fournisseur)

Le fabricant a réalisé les démarches d'évaluation de la conformité, rédigé l'attestation de conformité, et apposé le marquage CE. La mise en œuvre conformément aux instructions du fabricant ne remet pas en cause la conformité du produit. Aucune démarche supplémentaire n'est à réaliser.

Le changement d'un composant sans l'accord du fabricant peut remettre en cause la conformité du produit telle qu'elle a été déclarée par le fabricant.

- ✓ **ASSEMBLAGE DE COMPOSANTS** en provenance de différences fournisseurs

L'assembleur étant considéré dans ce cas comme le fabricant du produit, il doit respecter les démarches d'évaluation de la conformité précédemment évoquées.

L'utilisation de l'essai initial de type en cascade peut également être envisagée : il s'agit de la mise à disposition, entre un concepteur et un assembleur, des résultats d'essai initial de type qu'aurait fait réaliser le premier.

Le concepteur crée un système avec différents composants de sa fabrication et en provenance d'autres fournisseurs, et définit des limites d'utilisation (dimensions, poids....) du système. Après avoir fait réaliser l'essai initial de type avec le concours d'un organisme notifié, il met les résultats à disposition de l'assembleur après passage d'un accord avec ce dernier.

L'assembleur, sous réserve d'utiliser les composants définis par le concepteur et de respecter les limites d'utilisation fixées, et les instructions d'installations, peut se référer aux résultats d'essai fournis par le concepteur pour établir la conformité du produit à la directive produit de construction.

✓ **PRODUIT UNIQUE OU PRODUIT A LA PIECE**

Pour être considéré comme tel, un produit doit répondre aux critères suivants :

- produit réalisé à façon pour une commande spécifique afin d'obtenir une ou plusieurs performances d'utilisation finale différente(s) de celles des produits fabriqués en série (même s'ils sont produits selon les mêmes procédés/systèmes de fabrication) et il ne doit pas pouvoir se rattacher à un type,
- ou
- produit classé ne pouvant se rattacher à un type.

Dans tous les cas, un produit fabriqué à la pièce ne doit donc pas pouvoir se rattacher à un type. Si c'est le cas, le partage des résultats d'Essais Initiaux de Type peut en effet s'appliquer et permettre de se référer à une évaluation de la conformité réalisée par un organisme notifié.

Note : un produit réalisé sur mesure, ou le simple fait de dimensions s'écartant des dimensions « classiques » ne suffit pas à rendre un produit unique

Dans le cas des produits fabriqués à la pièce, la directive « produits de construction » autorise que l'évaluation de la conformité se fasse par le fabricant uniquement. Ceci ne dispense pas le produit de faire l'objet d'un Essai Initial de Type mais celui-ci peut être fait par le fabricant seul pour toutes les caractéristiques.

Dans le cas d'un produit unique, le fabricant, en tant que seul intervenant vérifiant la conformité du produit, est le seul responsable du respect des exigences des directives européennes.

✓ **MOTORISATION D'UN PRODUIT EXISTANT**

Les portails motorisés par l'ajout d'une motorisation sur un produit existant sont également soumis au marquage CE, mais seules les directives « machines », « basse tension » et « compatibilité électromagnétique » s'appliquent.

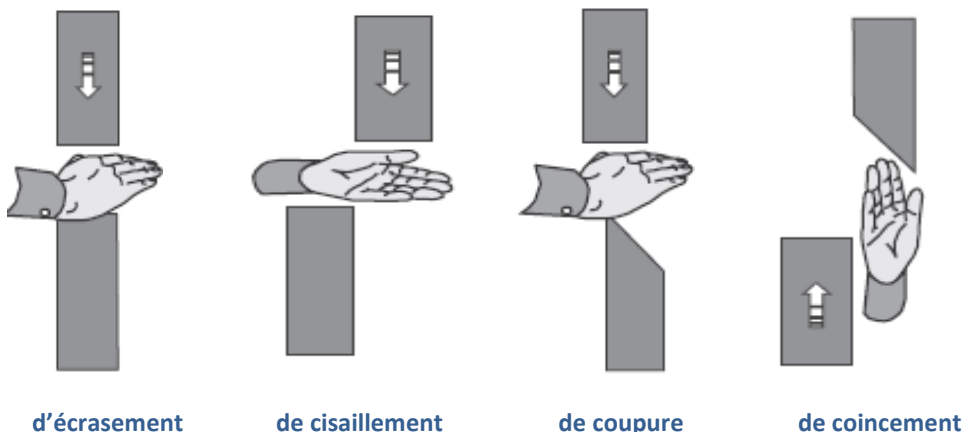
➤ **L'ANALYSE DE RISQUE**

Il s'agit d'identifier les risques mécaniques et électriques qui peuvent être présents du fait de la conception du produit, mais également de son environnement lorsqu'il sera installé.

Dans le cas des risques mécaniques, les zones dangereuses qui leur sont associées seront alors protégées du fait :

- des dispositions pertinentes mises en place à la conception (dispositifs de sécurité), ou
- de distances de sécurité, ou
- de protections mécaniques.

Les zones dangereuses peuvent présenter :



EXEMPLE DE ZONES DANGEREUSES POUR UN PORTAIL

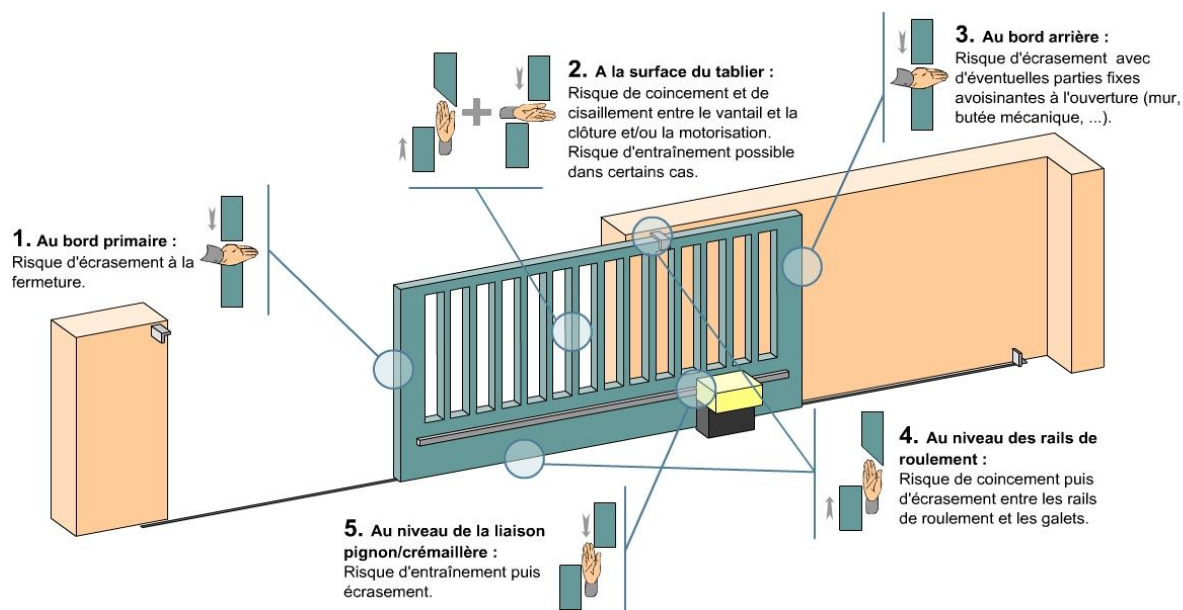


Figure 3 - Portail coulissant

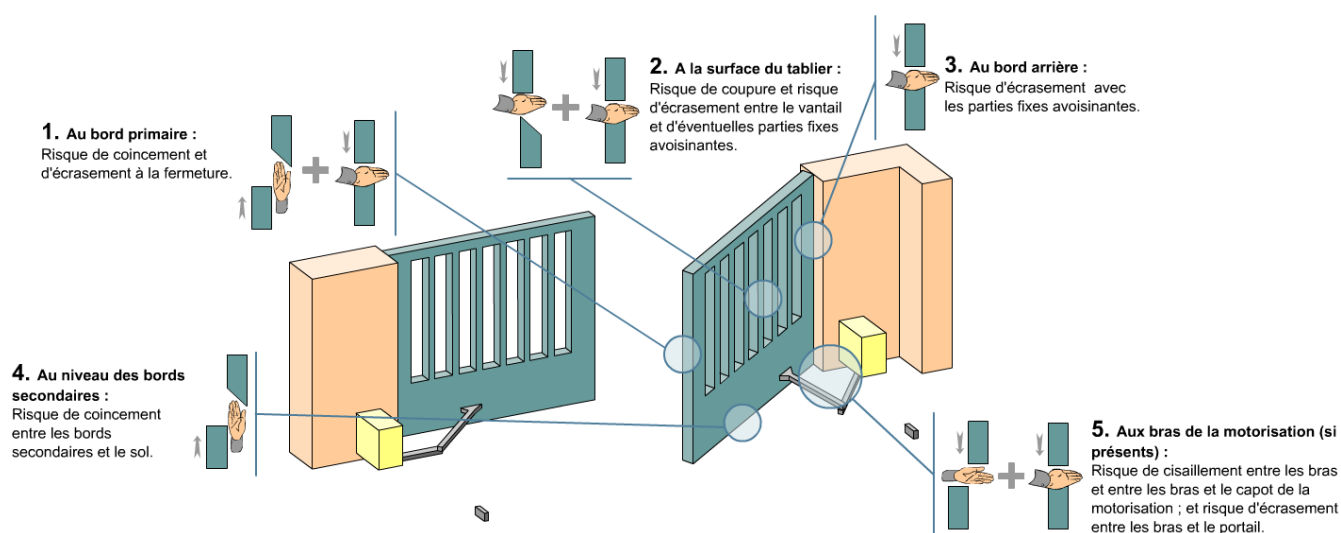


Figure 4 - Portail battant